

La bibliothèque du citoyen

Roland Cayrol

Opinion, sondages
et démocratie



SciencesPo.
Les Presses

Extrait de la publication

OPINION, SONDAGES ET DÉMOCRATIE

Du même auteur

La Revanche de l'opinion, entretiens avec Pascal Delannoy, Paris, Jacob-Duvernet, 2006.

La Nuit des politiques, Paris, Hachette-Littératures, 2006.

« Les gens ordinaires, qui sont-ils ? », avec Alain de Vulpian, dans F. Dupuy (dir.), *À l'écoute des gens ordinaires*, Boulogne, L'Ami public, 2003.

Télévision, politique et élections, dirigé avec Arnaud Mercier, Paris, La Documentation française, 2002.

Sondages, mode d'emploi, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

Médias et démocratie, la dérive, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

Le Grand Malentendu. Les Français et la politique, Paris, Seuil, 1994.

Les Médias, Paris, PUF, 1991.

La Nouvelle Communication politique, Paris, Larousse, 1986.

Portrait d'un président, avec Anne Gaillard, film pour FR3, 1985.

La Télévision fait-elle l'élection ?, avec Jay Blumler et Gabriel Thoveron, Paris, Presses de Sciences Po, 1978.

La Presse écrite et audiovisuelle, Paris, PUF, 1973.

Le Député français, avec Jean-Luc Parodi et Colette Ysmal, Paris, Presses de Sciences Po, 1973

François Mitterrand, Paris, Presses de Sciences Po, 1967.

Sous le nom de Jean Duchateau

Meurtre à l'Élysée II, Paris, Calmann-Lévy, 1994.

Meurtre à TF1, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

Meurtre à l'Élysée, Paris, Calmann-Lévy, 1987.

LA BIBLIOTHÈQUE
DU CITOYEN

Roland Cayrol

OPINION, SONDAGES ET DÉMOCRATIE

2^e édition
revue et mise à jour

PRESSES DE SCIENCES PO

Extrait de la publication

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

Opinion, sondages et démocratie / Roland Cayrol. – 2^e édition revue et mise à jour. – Paris : Presses de Sciences Po, 2011 – (La Bibliothèque du citoyen)

ISBN 978-2-7246-1207-3

RAMEAU : Sondages d'opinion
 Intentions de vote
 Sondages d'opinion : Aspect politique : France :
 1990-...

DEWEY : 303.38 Opinion publique
 306.2 Comportements politiques

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2011. PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

En hommage à mes amis disparus, qui ont ouvert la voie d'une science politique sachant utiliser les sondages, Frédéric Bon, Georges Lavau, Annick Percheron, Marie-France Toinet,

et à mes amis de toujours du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), qui font vivre la discipline.

À mes amis sociologues de la communication et de la communauté scientifique internationale, avec qui j'ai eu la joie de partager des jours et des nuits de recherche, et d'abord à Jay Blumler, Elihu Katz, Dennis McQuail, Gabriel Thoveron.

À mes complices en sondages, et d'abord à Claude Suquet.

À tous ceux qui considèrent comme important que l'opinion publique existe, se manifeste et se mesure. Et qu'il faut, inlassablement et modestement, lui donner les moyens de s'exprimer, dans une perspective de connaissance scientifique et de développement démocratique.

Pour savoir d'où l'on parle

Nul ne peut prévoir qui gagnera la prochaine élection présidentielle, ni les prochaines élections législatives. Les sondages, qui ne sont pas prédictifs, mais se bornent à enregistrer les intentions du moment, sont ici inopérants, tout comme les « experts », les journalistes ou les hommes politiques.

Un seul pronostic paraît assuré : les seuls vrais vaincus de ces soirées électorales seront les sondeurs ! Gagnants et perdants de ces consultations seront d'accord pour accabler ceux par qui le vrai scandale arrivera : les instituts de sondages, qui se seront encore trompés, qui donc nous auront trompés, et que l'on accusera de tous les maux.

En studio, tel dirigeant politique éminent – sera-ce le même qu'en 1995 ? – finira sa diatribe contre les sondages, et puis, hors micro, se penchera vers l'auteur de ces lignes, pour lui confier à voix basse : « Excusez-moi, vous me comprenez, je n'ai rien contre vous, moi je suis un utilisateur confiant des sondages, mais... c'est le jeu, n'est-ce pas ? »

Le sondage d'opinion fait désormais partie de l'environnement familier de nos démocraties. On en publie beaucoup (trop ?). On les commente à l'envi. On les aime, on les dénigre, on se plaint de n'avoir

jamais été sondé... Mais connaît-on bien leur univers de production ?

Politologue, directeur de recherche associé à Sciences Po, j'ai beaucoup utilisé les sondages dans mes travaux de recherche. Je suis ensuite devenu sondeur, en participant d'abord à la création, en France, de l'institut Louis-Harris, puis, surtout, depuis plusieurs années, en étant parmi les fondateurs, puis directeur général, puis membre du conseil de surveillance de l'institut CSA. Je suis donc à la fois producteur et utilisateur régulier de sondages d'opinion.

Il m'a semblé utile, devant le regain de critiques contre les sondages, de proposer une réflexion sur les sondages, leur mode d'emploi et leur rôle dans la démocratie moderne. Le lecteur trouvera ici la description d'une technique et du métier qui l'utilise – de manière à bien cerner de quoi l'on parle –, puis mes commentaires sur son utilisation dans une société comme la nôtre. Passant, ici ou là, de la description au commentaire, je n'hésiterai pas à utiliser la première personne, de manière à respecter le jugement du lecteur.

Je ne cacherai pas, en effet, d'où je parle : je suis politologue et sondeur, et aussi un citoyen épris de démocratie et soucieux de toujours accroître la responsabilité des acteurs sociaux. Je crois à l'apport scientifique des sondages, et aussi à leur rôle positif dans le développement des sociétés démocratiques, sous certaines conditions et malgré certaines dérives, sur lesquelles, bien sûr, je reviendrai.

Quelques universitaires, sans doute éloignés du terrain, sont convenus d'enseigner aux étudiants que le sondage serait intrinsèquement un instrument de l'idéologie dominante. Aussi retrouverons-nous, dans le chapitre 5, le problème des rapports entre sondage et démocratie dans un pays comme le nôtre.

Mais je voudrais d'abord, parce que j'enrage à l'écoute ou à la lecture des philippiques

obscurantistes, commencer par rappeler un fait indéniable et raconter trois anecdotes.

Le fait est là : le sondage est le produit de la société démocratique, et il a toujours été interdit dans les régimes totalitaires. Ni l'URSS, celle de Staline comme celle d'après, ni le Chili de Pinochet, ni l'Argentine de Videla, ni la Chine, celle de la grande révolution culturelle et celle d'après, ni le Vietnam, ni Cuba, ni aucun des régimes despotiques du Tiers Monde ou de l'Est européen, ni Franco ni Salazar n'ont jamais toléré, de près ni de loin, les sondages d'opinion. L'opinion publique ne pouvait pas y exister.

Anecdote : j'ai eu l'occasion d'effectuer plusieurs voyages, à partir de 1980, dans le Chili de Pinochet. J'y ai rencontré des confrères sociologues – la sociologie était interdite. Plusieurs d'entre eux avaient décidé, avec leurs étudiants, de lancer, clandestinement, une activité de sondages. J'ai très modestement, comme d'autres j'imagine, servi de consultant bénévole auprès de certains d'entre eux. Ils furent pourchassés, surveillés en permanence par la police politique, les enquêteurs étaient périodiquement arrêtés. Mais, petit à petit, on a ainsi donné une voix à l'opinion publique chilienne qui, paraît-il, n'existait pas... Sous la pression internationale, la « dictature » accepta que la Démocratie chrétienne disposât d'une radio, Radio Cooperativa. Sait-on que, pendant des années, la première émission matinale (« El computador ») donnait le résultat d'une question de sondage ? Sait-on que les Chiliens ont su, chaque mois, pendant les neuf dernières années du régime, quel aurait été le résultat des élections si elles avaient lieu librement, et que les pinochetistes y pesaient moins de quatre voix sur dix ? Imagine-t-on le réconfort, le soutien à la conscience démocratique, l'apport à la lutte pour la liberté que ces sondages clandestins – confirmés ensuite dès la transition démocratique – ont pu représenter ?

Anecdote encore, dans la Roumanie de Ceaucescu. Sait-on, là encore, quels trésors d'intelligence des sociologues pourchassés – je pense à ceux qui sont alors devenus mes amis, Pavel Campeanu et Stefana Steriade – ont développé pour donner une voix à une opinion publique roumaine qui, elle non plus, « n'existait pas » ? Se servant des enquêtes conduites par la télévision, ils ont demandé à des vedettes du petit écran d'aller dans leur village – la Roumanie est un pays de villages – et de convaincre des voisins de répondre franchement à des enquêteurs, en leur garantissant que ce ne serait pas pour le parti, ni pour l'État. Petit à petit, l'échantillon est devenu représentatif. Des documents ronéotés circulaient dans Bucarest, donnant les résultats « officiels » et, en regard, les vrais résultats – avec des écarts de 40 à 60 points !

Anecdote pour terminer, dans le Maroc d'aujourd'hui. Je figure, avec quelques amis, parmi les initiateurs du lancement de sondages d'opinion, en cette période un peu interminable de transition démocratique. Le poncif, là aussi, voulait que « l'opinion publique marocaine n'existât pas ». Et la voici qui s'exprime en chiffres, à la « une » des magazines. La vie publique n'est plus réduite aux décisions du Palais, aux calculs des partis et aux rumeurs des dîners en ville. Les cadres marocains peuvent, dans une grande enquête, dire tout à la fois leur satisfaction et leur confiance face au processus engagé, ainsi que leur impatience devant la lenteur du rythme des réformes. Certes, on est encore loin du compte : tous les exemplaires du grand magazine *Tel Quel* ont été saisis à l'imprimerie et pilonnés au cours de l'été 2009, parce qu'ils contenaient les résultats d'un grand sondage mené en collaboration avec le quotidien français *Le Monde* et faisant le bilan des dix premières années du règne de Mohammed VI. Paradoxalement, le sondage était excellent pour l'image du pouvoir, mais question de principe : on ne mentionne